

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

INSTRUCTION N° 788/DEF/CAB/SDBC/DECO

relative à l'application de la décision n° 42487/DEF/CC/DECO du 19 novembre 1999 fixant les conditions d'attribution de la médaille d'outre-mer avec agrafe en vermeil « République du Congo ».

Du 24 janvier 2000

CABINET DU MINISTRE : *sous-direction des bureaux des cabinets ; bureau des décorations.*

INSTRUCTION N° 788/DEF/CAB/SDBC/DECO relative à l'application de la décision n° 42487/DEF/CC/DECO du 19 novembre 1999 fixant les conditions d'attribution de la médaille d'outre-mer avec agrafe en vermeil « République du Congo ».

Du 24 janvier 2000

NOR D E F M 0 0 5 0 1 0 8 J

Référence :

Décision 42487 /DEF/CC/DECO du 19 novembre 1999 (BOC, 2000, p. 714).

Modifié par :

Instruction 23576 /DEF/CAB/SDBC/DECO/C/2/MOM du 18 décembre 2001 (BOC, 2002, p. 522).

Instruction 12880 /DEF/CAB/SDBC/DECO du 17 septembre 2003 (BOC, p. 6524).

Instruction 5804 du 15 avril 2004 (BOC, p. 2476).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 307.2.14.

Référence de publication : BOC, 2000, p. 730.

1. RÈGLES D'ATTRIBUTION.

La médaille d'outre-mer avec agrafe « République du Congo » est attribuée à tous les militaires et assimilés qui auront fait campagne pendant au moins sept jours en République du Congo pour les opérations suivantes :

- Pélican II du 6 au 20 juin 1997 ;
- Antilope du 13 octobre au 6 novembre 1997 ;
- Malachite du 11 août au 22 octobre 1998 ;
- Okoumé du 21 janvier 1999 au 22 juin 2000.

Toutefois, aucun délai n'est instauré pour le personnel blessé, cité, tué ou ayant fait l'objet d'une décision de rapatriement sanitaire prescrite par le commandant de l'opération.

En outre, les militaires de la gendarmerie nationale déplacés en renfort de sécurité en République du Congo pour assurer la sécurisation de l'ambassade de France à Brazzaville dans les périodes considérées ont également droit à titre exceptionnel à cette agrafe.

2. MODALITÉS D'ATTRIBUTION.

Le droit au port de la médaille est matérialisé par l'envoi aux ayants droit d'un diplôme délivré dans les conditions ci-après :

2.1. Militaires et assimilés en activité de service.

Les ayants droit seront recensés, sur le vu de leur dossier, par les chefs de corps ou de service qui les administrent actuellement.

Ils seront répertoriés, par ordre alphabétique, et quel que soit le grade, sur des états nominatifs, imprimé N° 307*/24 bis, établis en trois exemplaires. Les ayants droit appartenant à une autre armée ou direction que celle dont dépend le corps d'affectation, seront recensés dans les mêmes conditions mais figureront sur des états distincts établis en quatre exemplaires.

Les renseignements fournis devront être rigoureusement exacts et en concordance avec ceux inscrits sur les pièces matricules des intéressés.

L'ensemble des états sera transmis au délégué général pour l'armement, au secrétaire général pour l'administration, aux chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, au directeur général de la gendarmerie nationale, au chef du contrôle général des armées, au directeur du service de santé des armées, au directeur du service des essences des armées et au directeur de la poste interarmées, lesquels ont qualité pour décerner cette médaille d'outre-mer avec agrafe en vermeil « République du Congo.

Après approbation, l'un des exemplaires de l'état nominatif sera transmis en retour aux chefs de corps ou de service, avec le brevet correspondant, signé et enregistré qui sera remis aux intéressés. Chaque brevet sera pourvu d'un numéro suivi du sigle de l'état-major ou de la direction de rattachement.

2.2. Cas particuliers.

Les propositions présentant un cas particulier, ou ne relevant pas des directions placées sous l'autorité des différents chefs d'état-major, sont transmises, pour décision, à l'administration centrale (cabinet du ministre, sous-direction des bureaux des cabinets, bureau des décorations).

3. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

L'insigne de la médaille sera conforme à celui défini par le décret 62-660 06/06/1962 (BO/G, 1963, p. 1506, BO/M, p. 1669, BO/A, p. 1114).

Tout titulaire d'une agrafe ne peut être proposé à nouveau pour la même agrafe, même pour la participation à de nouvelles opérations.

Les titulaires de la médaille d'outre-mer devront se procurer l'insigne à leurs frais.

Les candidats ayant eu une mauvaise conduite ou ayant été condamnés pendant la durée des opérations menées sur les zones concernées feront l'objet d'une mention explicitant les faits qui leur sont reprochés, motivant ainsi le rejet de leur proposition.

La concession de la médaille sera mentionnée sur les pièces militaires des intéressés de la façon suivante :

« À reçu la médaille d'outre-mer avec agrafe en vermeil « République du Congo ».

Le ... (date et numéro de brevet). »

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le sous-directeur des bureaux des cabinets,

Michel JAUD.